

# **†NC†PALS**Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix, Leadership et Stabilité



Revue de presse 18 février 2016

La tenue de la concertation nationale sur la lutte contre la famine continue d'accaparer l'attention des journaux. Un journal rappelle que la FAO, organisation onusienne pour l'alimentation et l'agriculture, a déjà sorti un rapport alarmant sur l'insécurité alimentaire dans le Sud au mois d'octobre de l'année 2015. Les députés et sénateurs élus dans cette région auront également des propositions à faire lors de cette concertation. Sur un tout autre sujet, la sortie médiatique de la vie privée du Pasteur Lala Rasendrahasina a suscité des réactions sur la véracité ou non de l'information rapportée par un certain nombre de journaux.

## **Politique**

# PUBLICATION: LES REVELATIONS DU PR ZAFY ALBERT SUR LES EVENEMENTS MARQUANTS DU PAYS SONT ATTENDUES

Après « Un roublard au pouvoir » sorti en 2003, le père de la IIIème République est en train de terminer l'écriture du volume III de son livre intitulé « la Vérité historique à Madagascar ». Le professeur Zafy Albert fera des révélations sur les « dossiers chauds » qui avaient marqué l'histoire du pays depuis la Royauté jusqu'à nos jours. Quelques périodes charnières seraient particulièrement décortiquées : 1972 avec l'assassinat du colonel Richard Ratsimandrava, 1991 avec l'affaire du 10 août, 2002 avec les « haza lambo » (chasse à l'homme) et 2009 avec le coup d'Etat d'Andry Rajoelina. (Midi Madagasikara p.12, Tia Tanindrazana p.2)

# ASSEMBLEE NATIONALE: RENFORCEMENT DE CAPACITES DU PERSONNEL EN COMMUNICATION POLITIQUE

Dans le cadre de la mise en œuvre de son programme Africa democracy Strengthtening, l'Institut électoral pour une démocratie durable en Afrique (EISA) a donné une formation de trois jours pour renforcer les capacités des députés et du personnel parlementaire en matière de communication pour plus d'efficacité dans la diffusion d'informations au public et particulièrement aux médias. Plusieurs thèmes ont été abordés lors de la formation, notamment l'importance de la communication parlementaire, la communication institutionnelle interne et externe, les bases des enjeux d'une bonne communication entre les journalistes et l'Assemblée nationale. (Midi Madagasikara p.13, Les Nouvelles p.2)

# LALATIANA RAKOTONDRAZAFY DU FREEDOM EST CONTRE LE PROJET DE REVISION DE LA CONSTITUTION

Pour la présidente du parti Freedom, « une révision de la Constitution n'est pas opportune par ailleurs elle risquerait de provoquer de nouveaux troubles au pays. » Elle est plutôt pour le respect de l'actuelle Constitution car à son avis, c'est le non-respect de ladite Constitution par les Présidents de la République qui se sont succédé au pays qui a été la principale source des crises politiques cycliques à Madagascar. (Midi Madagasikara p.14, La Vérité p.3, Madagascar Matin p.2)

### Economie et société

## **INVESTISSEMENT: GEL DES COMPTES D'AMBATOVY**

Des décisions de justice obligent Ambatovy à payer 550 millions d'ariary à une ancienne collaboratrice. En attendant des clarifications, les banques ont dû geler les comptes de la compagnie. Pour l'instant, l'on ne sait combien de temps va durer le blocage des comptes, mais les impacts ne sauraient tarder si la décision des banques tarde à être levée. Pour l'histoire, l'ancienne











# **ANCIPALS**nitiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix Leadership et Stabilité



collaboratrice remerciée a poursuivi en Justice la compagnie. Comme elle a eu gain de cause, le Tribunal du travail et la Cour d'Apple ont sommé Ambatovy à lui payer des dommages intérêts de 550 millions d'ariary. Les fournisseurs, puis les salariés, seraient les premiers à pâtir si les banques maintiennent le gel à une durée non déterminée. De l'avis d'un économiste, c'est la réputation de Madagascar auprès des investisseurs qui risque de prendre un coup avec ces décisions de la Justice. (L'Express de Madagascar p.3)

### COOPERATION: UNE NOUVELLE EVALUATION DU FMI ATTENDUE EN MARS

Après une première mission d'évaluation en septembre 2015, Madagascar accueillera une nouvelle délégation du Fonds monétaire international (FMI) en mars. Celle-ci devrait procéder à une évaluation de l'atteinte des objectifs fixés dans le programme de référence élaboré lors de sa dernière visite jusqu'à leur prochaine mission afin d'obtenir 240 millions de dollars de la Facilité élargie de crédit (FEC). Optimiste, le ministre des finances et du Budget, François Gervais Rakotoarimanana, a affirmé que Madagascar est en bonne voie pour obtenir la FEC, sauf en cas de nouvelle turbulence politique. La dernière fois, le pays a dû se contenter du déblocage de la Facilité de Crédit rapide de 47,4 millions de dollars puisque la mission a coïncidé avec la mise en accusation pour déchéance du Président de la République et la motion de censure contre le gouvernement par l'Assemblée nationale. (L'Express de Madagascar p.7, Madagascar Laza p.7, Tia Tanindrazana p.2)

# SOMMET DE LA FRANCOPHONIE: UNE OCCASION POUR DEVELOPPER LE PARTENARIAT ECONOMIQUE ENTRE LES PAYS FRANCOPHONES

Hugues Ratsiferana, président du comité d'organisation du Sommet de la Francophonie a fait le point de l'organisation de ce rendez-vous international à Antananarivo du 22 au 27 novembre 2016. Selon lui, les préparatifs pour l'accueil de ce sommet vont bon train : la construction d'infrastructures, les programmes des événements et les aménagements des lieux, de la logistique et de la sécurité (...) Bref, à son avis, l'accueil de ce sommet permet la relance de l'économie malgache car il constitue une possibilité pour les acteurs économiques et les entrepreneurs malgaches de développer un partenariat avec des opérateurs francophones, notamment ceux du Rwanda, du Maroc, du Québec, de Suisse, de Belgique, de France et du Vietnam. (Madagascar Laza p.3)

## EMPLOIS: AMELIORATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL DU SECTEUR PRIVE

Madagascar, Togo, Burkina Faso, Maroc et Tunisie sont les cinq pays africains qui vont bénéficier du projet d'amélioration des conditions du travail des travailleurs dans le secteur privé. Des techniciens du Bureau International du Travail de Genève se sont rendus dans la Grande Ile pour des séances de travail entrant dans le cadre de la mise en place de ce projet. D'après les études faites par le BIT, durant la phase 1 du projet, il faut faire en sorte que les travailleurs connaissent et jouissent de leurs droits fondamentaux, les cas de l'indemnité attribuée aux employés qui ont subi des accidents graves au travail et de la situation des ceux qui travaillent dans l'informel ont été cités comme exemple illustrant les droits des travailleurs bafoués. (Midi Madagasikara p.5)

# ADVANCE CARGO DECLARATION: UNE REFACTURATION ENTRAINERA UNE SURCHARGE DE 10 MILLIONS DE DOLLARS PAR AN

Le Groupement des Entreprises de Madagascar maintient sa position, il conteste la mise en place de l'advance cargo declaration (ACD) par le gouvernement et la refacturation que souhaitent imposer les armateurs. Dans son communiqué, il indique que la surcharge en termes de coût est estimée à 10 millions de dollars par an. Selon les membres du GEM, l'autorité portuaire maritime et fluviale ne fournit aucune prestation de service public justifiant en contrepartie le paiement de redevances allant de 50 à 85 euros. C'est la raison pour laquelle le GEM suspend sa participation au dialogue public-privé. Interrogé au sujet de l'évolution de la situation, le ministre de l'Industrie et du Développement

CECES

CENTRE EUROPEEN
D'APPUI ELECTORAL









# Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix, Leadership et Stabilité



du secteur privé a indiqué que l'Etat n'a aucunement l'intention d'anéantir le secteur privé et qu'il faut prôner le dialogue. (Madagascar Laza p.6)

• La Vérité titre dans sa une que l'ACD est une arnaque internationale. La société bénéficiaire du système est la même que celle implantée en Guinée Conacry hormis les différences de dénomination, selon l'analyse du journal. De plus, l'ACD fait doublon avec le BSC (Bordereau de suivi des cargaisons) de Gasynet. La redevance à payer dans le cadre de l'ACD constitue une surtaxe, et aussi la société qui se chargera de la collecte de la taxe sera payée pour une prestation fictive car celle-ci est déjà effectuée par une autre. (p.2)

## EPIDEMIE: DES ELEVES VICTIMES DE LA PESTE A MANANDRIANA

Deux élèves ont été victimes de la peste dans deux communes du district de Manandriana, région, entre la période de janvier à mi-février, selon le rapport fait par le député Fanomezantsoa Andrianjanahary. La première victime a été atteinte de la peste bubonique mais a pu survivre après avoir reçu les soins nécessaires tandis que la seconde a été emportée par la maladie. Le ministère de la Santé, informé de la situation, déclare qu'il est en train de faire des opérations dans la région d'Amoron'i Mania sans donner des détails de quoi il s'agit exactement. (L'Express de Madagascar p.8)

#### FAMINE DANS LE SUD : LA SONNETTE D'ALARME DEJA TIREE DEPUIS OCTOBRE

Dans un communiqué daté du 27 octobre 2015, la FAO a déjà tiré la sonnette d'alarme en y indiquant que la situation alimentaire est préoccupante pour près de 1,8 million de personnes issues de 8 régions, soit 46% de la population desdites régions, rappelle La Gazette de la Grande Ile. Et parmi cette proportion, plus de 450 000 personnes soit 12% sont confrontées à une insécurité alimentaire sévère. La FAO a aussi remarqué que dans un certain nombre de districts, les gens vendaient leurs biens dont notamment les outils de production. Ils étaient aussi obligés de réduire le nombre de repas et de consommer les aliments de disette tels que les fruits de cactus rouge. (p.6) Dans Madagascar Laza, le député Brisson Erafa estime qu'il est possible de vaincre le Kere en développant le secteur agricole dans la région car elle dispose des terrains cultivables et au moins quatre importants fleuves, dont Onilahy, Mandrare, Mangoky et Ilita. (p.2)

## PASTEUR LALA RASENDRAHASINA: LA VERITE SUR SA MESAVENTURE

Après la publication par un quotidien de la capitale annonçant que le Président de la FJKM est contrôlé par la Police dans une maison de passe, des pasteurs proches du Pasteur Lala Rasendrahasina témoignent. Selon eux, le pasteur s'est vraiment rendu à un salon de massage et a eu un long entretien avec une jeune fille, mais c'était dans l'objectif de la convaincre de sortir du milieu de la prostitution dans lequel elle se plonge. De plus, il l'a fait à la demande de la mère de la jeune fille. (Madagascar Laza p.2) Selon Madagascar Matin, des milliers de fidèles de l'Eglise reformée de Madagascar (FJKM) sont écœurés par cette nouvelle. En fait, deux journalistes ayant pris leur déjeuner à deux pas de la maison de passe a aperçu le pasteur dans le coin. Puis c'est eux qui ont remarqué le va-et-vient des policiers de la Brigade criminelle sur le lieu. (p.3) La Gazette de la Grande Île a affirmé qu'on a véhiculé une fausse information, voire mensongère, sur cette affaire dans les journaux d'hier. Pour ce faire, le journal a encore donné des détails qui ne sont pas inscrits dans son article publié la veille. (p.3) Tia Tanindrazana a rapporté l'explication tenue par Lala Rasendrahasina au micro d'une station privée. D'après lui, il s'est étonné de l'arrivée – non fortuite de la police sur ce lieu qui en plus du contrôle du papier de sa voiture a effectué un contrôle du salon. (p.3)

### Société civile











# **ANCTPALS**Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix, Leadership et Stabilité



#### SUIVI BUDGETAIRE : DES EMISSIONS RADIO ORGANISEES PAR LA SOCIETE CIVILE

Après avoir fait des recommandations sur la loi de Finances 2016, le Collectif des citoyens et organisations citoyennes (CCOC) continue sur sa lancée et organise des émissions radiophoniques sur le suivi budgétaire. L'émission de 25 minutes, qui débutera ce jour en collaboration avec la Radio DON BOSCO, sera consacrée à faire une analyse du budget public dans le but de faire ressortir les incohérences et en émettre des recommandations. D'autres émissions s'ensuivront, ils seront axés sur l'analyse et le suivi du budget alloué aux différents secteurs : santé, éducation, ... Les auditeurs sont invités à y participer en appelant directement ou en envoyant des messages. (La Gazette de la Grande Ile p.8)

#### Vie des médias

#### **ELECTIONS: LES JOURNALISTES RENFORCENT LEURS CAPACITES**

Afin de pallier les difficultés rencontrées par les professionnels des médias en période électorale, ils ont suivi une formation virtuelle programmée à l'intention des journalistes du continent africain hier à l'American center à Tanjombato. Ils se sont familiarisés avec les meilleures pratiques pour effectuer des reportages sur les élections, ainsi que la possibilité d'interagir avec les journalistes internationaux dans la couverture des élections en Afrique et dans d'autres pays. Les conférenciers ont également abordé différents thèmes permettant aux journalistes de bien traiter les informations d'une manière impartiale : la couverture des campagnes électorales, le droit des journalistes à l'information, la différence entre les journalistes et les observateurs électoraux (...) (Les Nouvelles p.2)

#### Format de couverture

Dans son dossier, Madagascar Laza a réservé une page pour parler de la journée mondiale pour le droit de grève célébrée ce jour. Des thèmes sur la grève allant de sa définition au droit de grève en passant par les types de revendications y ont été traités. Ce qui est intéressant à savoir c'est que le Japon est le seul pays où il n'y a presque plus de mouvements de grève ni de manifestation depuis des décennies. (p.8)

## Un peu d'humour



L'Express de Madagascar p.5



D'APPUI ELECTORAL





